

La prière présidentielle : l'autre face de la gouvernance

Au cours de son précédent mandat, le Président Pierre Nkurunziza, a habitué son peuple, et la communauté internationale aux croisades de prière. Ces pratiques se poursuivent, en dépit des controverses qu'elles avaient soulevées, au début sur les entorses causées à la constitution. En effet, en son article 1^{er}, elle dispose que le Burundi est une République unitaire, indépendante et souveraine, laïque et démocratique.

Face aux critiques, c'est la recette désormais consacrée qui a été administrée, « laissez les parler, ils s'égosilleront et finiront par se taire ou ils seront étouffés par leurs propres paroles », en langage plus policé, ce sont les chiens qui aboient mais qui n'empêchent pas à la caravane de passer. L'attitude adoptée a produit ses effets. Les critiques se sont progressivement évanouies, laissant installer une sorte d'habituation- résignation, maladie dont la prévalence et la morbidité dépassent de loin toutes celles connues jusqu'à présent au Burundi.

En quoi la gouvernance s'invite-t-elle dans ces prières ?

Juste pour se limiter à ce nouveau mandat, le Président est à sa deuxième caravane de prières, la première a eu lieu juste après son investiture, dans sa commune natale, pendant cinq jours, en mobilisant toutes les autorités du pays. Même les diplomates sont entraînés dans la danse (au propre et au figuré). Ce sont les moyens de l'Etat qui sont sollicités, aux frais de la princesse. Tous les responsables sont mis en congé payé, toujours aux frais du contribuable, avec tout ce que cela entraîne comme manque à gagner, et de services paralysés. C'est peut-être pour cela que la Ministre de la fonction publique a jugé bon, que désormais nul ne peut plus être éligible à la note « Elite » ou « Très Bon ». Pour cette observation, on ne peut plus juste, une fois n'est pas coutume, c'est l'exception qui confirme la règle, elle mérite l'Elite.

Durant la dernière semaine de l'année 2011, le Président a entrepris une seconde croisade. Ce qui en fait deux en un seul trimestre. De nouveau, avec la même caravane de dignitaires, augmentée de l'Ombudsman. Deux endroits sont investis : l'Odéon Palace, presque en face de l'ancien hôtel Novotel, et le terrain se trouvant au sud du COTEBU, près du rond point des Nations Unies et de la route menant vers la BRARUDI et l'aéroport de Bujumbura.

L'avant midi, une partie du centre-ville est complètement ceinturée. La route est bloquée par des policiers nerveux, devant la mairie et devant l'ancien NOVOTEL. Hormis les véhicules des dignitaires invités, aucun autre véhicule n'est autorisé de passer sur le tronçon de l'avenue du peuple Murundi, entre la mairie de Bujumbura et l'ancien NOVOTEL. Cela crée des embouteillages énormes, des gaspillages de temps et de carburant ainsi que des pertes pour les bus de transport en commun et les taxis.

L'après-midi, c'est au tour de la zone se trouvant près du terrain de COTEBU, tous les axes passant près de ce terrain sont bloqués. Les véhicules devant passer près du rond point des Nations Unies, allant ou venant de Ngagara, de Kamenge, donc de la RN1 (Bugarama- Kanyaru) du quartier industriel, des quartiers situés au sud du pont Ntahangwa, tous sont déviés. Il s'en suit un sauve-qui-peut général, chacun essaye de trouver son chemin, dans un brouhaha de

klaxons, et un désordre total. D'énormes embouteillages s'installent, certains chauffeurs essaient de prendre leur mal en patience, d'autres s'énervent et s'épuisent en invectives sur de fausses cibles. Tout ce désordre, ce calvaire pour certains, doit durer cinq jours.

Des questions inévitables : une indifférence au sort des citoyens

Sans revenir sur le débat de la laïcité de l'Etat, pourquoi le Président de la République décide-t-il de provoquer tant de désordre, de désagréments aux citoyens qu'il a le mandat de diriger ? Ne peut-il pas tenir cette croisade dans un endroit où elle cause moins de préjudices ? Peut-on attribuer cette responsabilité à des officiels zélés et/ou incompetents qui décident de créer des périmètres de sécurité exagérément vastes ? Car cette situation se présente chaque fois que le Président est en déplacement dans la ville, les axes qu'il emprunte sont parfois fermés pour un temps assez long qui va souvent au-delà de la demi-heure.

Certains ont commencé à murmurer que cela fait partie d'un plan de sanctions prévues, à infliger aux habitants de Bujumbura qui n'ont pas massivement voté pour le Président. Mais il a promis d'être le Président de tous.

Ces pratiques doivent absolument changer. Sinon pour combien de temps encore, les victimes accepteront-ils des ordres insensés et injustes ?

Victoire Kwizera